

Journée internationale pour la paix



A la veille de la journée internationale pour la paix, les préconisations des Nations Unies prennent une place particulière. « En cette période de turbulences, de bouleversements et d'incertitudes, il est essentiel que chacun prenne des mesures concrètes en faveur de la paix »

La situation géopolitique actuelle, et en particulier le génocide perpétré à Gaza, la guerre aux portes de l'Europe, en Ukraine, pour ne citer que ces conflits conjuguée aux multiples crises qui s'articulent (écologique, économique, sociale, démocratique, agricole...), pousse à une militarisation du monde, à des velléités bellicistes qui mettent en péril l'humanité.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu vient d'annoncer la suppression de plusieurs délégations interministérielles, dont celle chargée du service national universel (SNU). Si la FSU pourrait se féliciter d'une « *mise en extinction* » du SNU, elle ne saurait se satisfaire de la « *création prochaine* » d'un « *service militaire volontaire* », qui ne va malheureusement pas dans le sens de la paix.

Au-delà du danger à court, moyen et long termes, les dépenses militaires se font au détriment de la satisfaction des besoins des peuples. La FSU appelle de ses vœux une dynamique unitaire en faveur de la paix et réaffirme sa volonté de lutter pour un monde de justice, de solidarité et de paix, respectueux des droits humains et de la planète. La FSU revendique l'arrêt des ventes d'armes, qui alimentent les conflits en cours et appelle à cesser les coopérations

universitaires avec les institutions académiques susceptibles de contribuer aux violations des droits à l'éducation et des droits humains.

“Pour la paix, le 21 septembre, marchons pour la reconnaissance de l'état palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours.”

Partout sur le territoire, la FSU s'associe à cet appel et aux initiatives du mouvement pour la paix dont elle est membre.